

*Le budget—M. MacLaren*

L'inflation, par exemple, a considérablement baissé depuis un an. La reprise économique générale que l'on connaît aux États-Unis et dans d'autres pays y est pour une bonne part, mais la réduction de taille de l'indice de l'inflation au Canada même a été l'un des principaux facteurs à entrer en jeu. Le grand succès du programme des 6 et 5 nous a beaucoup aidés à maîtriser l'inflation. La vitesse à laquelle ce taux a chuté et l'ampleur de la baisse m'ont particulièrement encouragé. Certains observateurs prévoient même que l'inflation régressera jusqu'à 5 p. 100 d'ici à l'été. Cela revient à dire que les consommateurs canadiens peuvent maintenant cesser de se préoccuper autant de la hausse constante des prix des dernières années et dépenser avec une confiance accrue pour faciliter la relance économique déjà en bonne voie.

● (1220)

En outre, le taux de l'inflation au Canada se rapproche peu à peu des taux que connaissent d'autres pays industrialisés, surtout notre principal partenaire commercial, les États-Unis. Ce qui permettra à notre industrie d'accroître sa compétitivité sur la scène internationale. La réduction du taux de l'inflation permettra également d'atténuer considérablement les pressions qui peuvent s'exercer sur notre devise aux divers marchés des changes à l'étranger, et donnera à la Banque du Canada la possibilité de nous offrir des taux d'intérêt à court terme aussi bas qu'aux États-Unis.

Les taux d'intérêt exigés au Canada ont considérablement baissé. Le taux préférentiel accordé par les banques commerciales s'établit à l'heure actuelle à 11 p. 100, soit le pourcentage le plus bas en plus de quatre ans. La stabilisation actuelle du cours mondial du pétrole contribuera également à atténuer les pressions inflationnistes. Il y a également lieu de noter, comme le soulignait le ministre des Finances (M. Lalonde) dans son exposé de mardi soir, que la production industrielle et les mises en chantier se sont considérablement accrues au Canada depuis quelques années.

Tous ces éléments prouvent que la confiance des milieux d'affaires et des consommateurs est en train de se rétablir. Comme nous l'a déjà prouvé la réaction du secteur des affaires, et de la Bourse, le budget raffermira cette confiance.

Il serait naïf cependant de présumer que la relance économique est désormais garantie. L'indice de l'emploi s'est remis à grimper, mais le taux du chômage demeure élevé, surtout chez les jeunes, et il ne diminuera que progressivement au cours des prochaines années.

Comme l'a fait remarquer le ministre dans son exposé, le gouvernement a pour principale priorité de créer des emplois. Voyant que le taux de l'inflation et les taux d'intérêt ont considérablement baissé, mais que le chômage demeure fort, le gouvernement a conçu des programmes à l'intention du secteur privé et du secteur public, qui vont créer des milliers d'emplois pour les Canadiens; mais j'y reviendrai dans un instant.

Dans son exposé le ministre des Finances a déclaré que son budget visait deux grands objectifs:

Le premier, c'est d'assurer que les signes de redressement observés dernièrement se propageront le plus vite possible à toute l'économie. Le second, c'est de rendre la reprise durable en établissant les conditions que requièrent une croissance et un développement soutenus de l'économie pendant le reste de la décennie. Ce qui sous-tend ces deux objectifs, c'est la résolution du Gouvernement à

faire ce qu'il faut pour que les Canadiens aient les emplois dont ils ont besoin—de bons emplois, des emplois permanents satisfaisants et bien rémunérés.

Pour rendre ainsi la reprise durable, les sociétés canadiennes devront améliorer leur bilan, de façon à pouvoir beaucoup investir dans de nouvelles installations et de nouvelles pièces d'équipement dont elles ont besoin pour accroître une productivité hélas! au ralenti à l'heure actuelle. C'est à ce prix que le Canada retrouvera sa position concurrentielle sur les marchés internationaux.

Puisque nos exportations comptent pour un tiers de notre produit national brut, nous devons trouver le moyen d'affronter avec succès la concurrence des pays étrangers. C'est essentiellement la seule solution à long terme que nous puissions envisager à la crise du chômage.

Sans mesures spéciales visant à améliorer notre position concurrentielle aussi bien à moyenne qu'à longue échéance, nous ne saurions créer suffisamment d'emplois pour tous les Canadiens. Une productivité accrue est sans aucun doute le seul véritable remède à l'inflation et au chômage.

Voilà pourquoi le budget renferme toute une panoplie de nouvelles mesures d'investissements, d'incitations fiscales, d'encouragements à la recherche et au développement, et une aide directe du gouvernement aux programmes de formation industrielle. Ces initiatives ne visent pas seulement à créer des emplois, mais aussi à rendre la relance et la croissance économiques durables en nous rendant nous-mêmes plus aptes à soutenir la concurrence internationale.

Il va sans dire que nos principaux concurrents vont chercher eux aussi à devenir plus aptes à soutenir la concurrence internationale. La plupart d'entre eux reconnaissent qu'ils ont eu tort de s'imaginer qu'une productivité accrue entraînait le chômage, et ils se rendent maintenant compte que seule une augmentation progressive de la productivité peut favoriser l'embauche.

Le budget fournit les moyens d'assurer à l'avenir une croissance rationnelle fondée sur l'accroissement absolument nécessaire de notre productivité. Les initiatives que le gouvernement a prises pour aider directement notre pays à accroître sa productivité et à améliorer sa position concurrentielle seront, par exemple, appuyées par les stimulants fiscaux qu'il offre maintenant aux sociétés soucieuses d'investir dans de nouvelles machines et installations. De même, les mesures qu'il a prises pour aider à former de meilleurs gestionnaires et de meilleurs travailleurs spécialisés vont favoriser la productivité. Cependant, ces mesures devront être adaptées aux différents secteurs, et elle ne donneront les résultats souhaités que si les trois principaux protagonistes c'est-à-dire les gouvernements, le salariat et le patronat, s'entendent sur ce qu'il y a lieu de faire.

A l'instar des autres Canadiens, je me réjouis de constater jusqu'à quel point le ministre des Finances a consulté ces protagonistes sur les mesures qu'il devait prendre dans le cadre du budget pour favoriser notre productivité et améliorer notre position concurrentielle.

A ce propos, le ministre des Finances a déclaré:

Notre recherche collective des moyens d'améliorer la productivité au Canada sera complexe et difficile. La réussite ne sera pas instantanée. Ni les entreprises, ni les travailleurs n'iront bien loin s'ils essaient de se passer de la coopération de l'autre.